

PROPOS ICONOCLASTES...

Les changements de vocabulaire ne sont jamais innocents. Depuis quelques années, on nous rebat les oreilles avec un nouveau concept: «la démocratie sociale»...qu'en est-il exactement?

La «démocratie politique», on connaît, et ses avantages et ses insuffisances. C'est un système fondé, essentiellement, sur le suffrage universel et la séparation des pouvoirs qui tend à promouvoir le «*gouvernement du peuple par le peuple*».

Mais, c'est surtout un système qui garantit un certain nombre de «libertés démocratiques» qui accordent aux citoyens des possibilités, notamment, celle de s'associer pour la défense de leurs intérêts particuliers.

Nous savons, par expérience, que dans tout état totalitaire fondé sur la notion du «bien commun» les «intérêts particuliers» ne sont pas admis, tout au plus, sont-ils tolérés.

D'où, pour ce type d'organisation sociale la nécessité de remettre en cause, brutalement ou insidieusement, les principes de la «démocratie politique».

C'est pourquoi, les idéologues au service des pouvoirs, ceux qui, hier par exemple, célébraient le culte du «petit père des peuples» qu'il s'appelle Staline ou Mao ou encore Fuhrer ou Duce, s'ingénient, aujourd'hui, à nous persuader qu'il nous faut abandonner «nos privilèges», mais bien entendu, pas n'importe lesquels (par exemple pas les «parachutes dorés» ou les immenses fortunes de la «Jet set») mais nos salaires, nos retraites, notre protection sociale, fruits de décennies de luttes syndicales.

C'est ainsi, par exemple, que les syndicats auxquels, fort heureusement, les travailleurs ont le droit d'adhérer ou de ne pas adhérer, c'est-à-dire de payer ou non une cotisation syndicale, cesseraient, soudainement, d'être représentatifs ! Sauf, toutefois, lors de grands mouvements de masse, quand il faut bien trouver des «interlocuteurs» pour conclure d'inévitables compromis.

Bien entendu, cette exigence de «représentativité» ne saurait s'appliquer aux partis (laïcs ou religieux). Lors de la dernière campagne électorale, Sainte Marie Ségolène, tout en appelant à voter pour sa sainte personne, prétendait fonder sa «légitimité» sur la «démocratie participative», autrement dit sur la prétendue «démocratie sociale».

Alors, pourquoi ne pas le dire clairement: la «démocratie sociale» n'est, ni plus ni moins, qu'un avatar du «corporatisme» concocté par des théologiens dont, il est vrai, Anatole France disait: «*qu'ils disputent, avec minutie, des choses de l'inconnaissable*».

Alexandre HEBERT.

LE PROCES DES BLOUSES BLANCHES...

Tout système totalitaire témoigne d'un goût morbide pour la répression fondée notamment sur la délation.

Peu avant sa mort, survenue fort opportunément, Staline s'apprêtait à faire fusiller des médecins juifs: c'était le «procès des blouses blanches». Hitler a eu sa «nuit des longs couteaux». Franco a fait exécuter des milliers d'opposants.

Chacun l'aura compris, cette liste n'est pas exhaustive.

Bien entendu, et fort heureusement, dans le «Saint Empire Romain Germanique» qui, jour après jour, se construit, grâce au concours de nombreux «subsidiaries», nous n'en sommes pas encore là!

Cependant, certains signes devraient nous alerter. Je ne parle pas de l'affaire A.D.N., que la gauche bien pensante, tout en s'affirmant solidaire des objectifs du gouvernement (voir encadré) reproche à SARKO.

FILLON prétend «être à la tête d'un état en faillite», j'ajouterai et «rappelé à l'ordre par la bureaucratie de Bruxelles»! Il propose donc des «réformes» dont certaines sont déjà mises en œuvre.

C'est ainsi que les médecins (généralistes ou spécialistes) se voient l'objet de procédures inquisitoriales, dont on peut craindre qu'elles ne soient que le début de la mise en place, au nom du «bien commun», d'un système répressif généralisé!

Entrons dans le vif du sujet. Des médecins ont vu certains de leurs patients débarquer à leur domicile, sans rendez-vous ni avertissement préalable, des «inspecteurs de la Sécurité Sociale» munis d'une sorte de «carte de police», équipés d'un ordinateur et d'une imprimante, qui viennent les questionner sur la façon dont leur médecin exerce leur métier. A la suite de quoi, les intéressés sont invités à signer leur «déposition» suivie de la formule: persiste et signe.

Il semblerait même que, dans certaines régions, ces pratiques policières s'exercent, parfois avec l'accord, voire même la complicité de certains responsables du «conseil de l'ordre» (création, il est vrai, du régime de Vichy). On peut comprendre que certaines victimes de ce «harcèlement moral» aient de la peine à le supporter et qu'il a, parfois, des conséquences dramatiques.

Mais qu'on se rassure, les «associations» dont on aimerait connaître les ressources (faut bien gagner sa pitance!) montent au créneau. Selon le Figaro du 26.09.07, on apprend que «U.F.C. Que choisir» a, quant à elle, choisit sa cible: la prescription des médicaments serait «irrationnelle»... ni plus ni moins. Peut-être faut-il remplacer les actuels prescripteurs par les gentils (pas tant que ça !) animateurs de U.F.C. Que choisir?.

Enfin, un dernier mot à l'intention de «grands inquisiteurs» du Saint Empire Romain Germanique qui se réjouissent des poursuites judiciaires contre les «chiraquiens»: qu'il me soit permis de leur signifier, qu'à mes yeux, ce genre de poursuites relève plus de la «chasse aux sorcières» que d'une «bonne et saine justice».

Alexandre HEBERT.

LE FONCTIONNAIRE LE MIEUX PAYE DE WASHINGTON...

En 1982, le gouvernement de Pierre MAUROY, par un coup de force et avec l'accord des appareils politiques et syndicaux «se réclamant de la classe ouvrière», a purement et simplement suspendu les accords négociés et conclu entre «partenaires sociaux», et inauguré la politique dite de «rigueur».

Ce faisant, les socialistes, de «gérants loyaux du capitalisme» accédaient à la qualité de «gérants zélés du capitalisme».

Aujourd'hui encore les travailleurs subissent de plein fouet les conséquences de cette forfaiture voulue et imposée par Bruxelles.

Mais toute peine mérite salaire et la classe capitaliste sait reconnaître et récompenser le zèle. C'est ainsi que le «socialiste» STRAUSS-KAHN, responsable d'un courant du parti dit «socialiste» auquel appartient entre autres CAMBADELIS, est devenu le fonctionnaire le mieux payé de WASHINGTON, comme on pouvait le lire dans le Figaro du 28 Septembre: «Un chauffeur et pas d'impôts. Il sera, en revanche, le haut fonctionnaire le mieux payé de Washington DC. Sa rémunération annuelle de 495.000 dollars est, privilège des diplomates, nette d'impôts. C'est plus que deux fois et demie le salaire du patron de la Réserve fédérale. A cela s'ajoute une coquette retraite annuelle, garantie au bout de trois ans seulement de service, négociée par son prédécesseur à 80.000 dollars».

Voilà de quoi reconforter les RMISTES, SMICARDS et autres S.D.F....jusqu'au jour où, inévitablement, surgira une révolte salvatrice!

Alexandre HEBERT.

LU DANS GESTION SOCIALE DU 20 SEPTEMBRE 2007...

«Faut-il réformer le système social français? Oui. Faut-il aller vite? Oui.» Qui pose ce diagnostic? Un zélé député UMP? Laurence Parisot présidente du Medef, qui rêve tout haut de «*bouger les lignes*»? Non, le secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault *himself*, ce 18 septembre, lors des «*Premières rencontres du social*» organisées par l'Association des journalistes de l'information sociale (Ajis). La nécessité et l'urgence de renouveler notre galaxie sociale font donc l'unanimité. C'est une première avancée, à l'actif de l'improbable attelage Etat-patronat-syndicats censé mener les réformes de concert. Nicolas Sarkozy veut pousser plus loin sa «méthode», faite de consultations régulières. Offre inédite, il propose aux partenaires sociaux de contribuer à la politique de l'emploi, en plus de leurs champs d'intervention habituels. Mais le calendrier d'enfer et l'orientation des changements n'emballent pas les centrales syndicales. En quelques mois, le service public de l'emploi, le régime d'indemnisation du chômage, la représentativité syndicale, l'assurance maladie, les retraites, régimes spéciaux compris, le système de santé, le pouvoir d'achat le marché, la durée et les conditions de travail devront passer à la moulinette».

REPÈRES...

«Dans toute république, il y a deux partis: celui des grands et celui des peuples; et toutes les lois favorables à la liberté ne naissent que de leur opposition... les soulèvements d'un peuple libre sont rarement pernicious à la liberté. Ils lui sont inspirés communément par l'oppression qu'il éprouve ou par celle qu'il redoute».

Machiavel

« Discours sur la première décade de Tite-Live »(1531)

«Le vœu du peuple est plus honnête que celui des grands, ceux-ci voulant opprimer et celui-là ne pas être opprimé»... Que personne ne conteste cette mienne opinion en citant ce proverbe rebattu que qui se fonde sur le peuple se fonde sur la fange. Jamais celui qui se fonde sur le peuple ne sera déçu. Il verra qu'il a bien placé ses fondements ».

Machiavel

« Le Prince » (1532)

DE-CI DE-LÀ... CAHIN-CAHA...

Du côté de la «vie associative»:

U.F.C.- Que choisir s'en prend aux médecins et aux laboratoires: «L'assurance maladie aurait pu économiser 650 millions d'euros entre 2002 et 2006 si les médecins avaient prescrit des médicaments plus efficaces et moins onéreux . Cette conclusion est celle à laquelle a abouti l'association de consommateurs UFC-Que choisir au bout de 8 mois d'enquête sur le traitement de trois pathologies - ulcère de l'estomac , arthrose et l'hypertension - qui représentent 13% des dépenses de médicaments. L'association pointe deux responsables majeurs à cette dérive: les médecins influençables et les laboratoires qui dépensent chaque année plus de 2 milliards d'euros pour informer les prescripteurs».

Le Figaro 26.09.07

Syndicalisme à l'allemande:

Par circulaire confédérale du 24 septembre, la C.G.T.-FO nous apprend que:

«Le 14 septembre dernier, la séance de négociation sur la «modernisation du marché du travail» s'est déroulée au siège du Medef. La délégation Force-Ouvrière était composée de: Stéphane LARDY, secrétaire confédéral, Joseph BELLANCA, secrétaire général de l'U.D.Haute Garonne, Serge LEGAGNOA, secrétaire général de la Fédération Employés et Cadres, Christophe COUILLARD, assistant confédéral, Véronique LOPEZ-RIVOIRE, assistante confédérale, Laurence MARTIN, assistante confédérale. L'ordre du jour de la séance portait sur la première des 4 étapes initialement identifiées dans la vie professionnelle, soit l'entrée dans l'emploi avec pour document d'appui une «note de problématique» transmise la veille par le patronat».

Trois responsables plus trois assistants! Il est vrai que le vocabulaire patronal (note de problématique) exige, peut-être, pour être comprise concours «d'experts».

EN VRAC...

*Comment échapper à la barbarie si l'on se moque de la grammaire?
Régis DEBRAY*

Sarko-Ségo et le cléricanisme:

A l'occasion de l'élection présidentielle, nos amis de la *Libre Pensée* avaient adressé à chaque candidat une douzaine de questions pour connaître éventuellement leurs positions sur la laïcité. Quatre ont répondu, dont Sarkolène et Ségozy (pataquès d'Anne Roumanov).

Pour Sarko, il n'y a pas, en ce moment d'ingérence des religions dans l'espace public et il n'est pas d'accord pour donner un temps d'accès à la télé «à tous ceux qui ont une opinion sur l'existence de dieu». Toutefois, il est contre le délit de blasphème. En revanche, pas question de revenir sur le statut cléricale d'Alsace-Moselle, ni d'abroger les lois antilaïques du régime de Vichy. Ni celles des quatrième et cinquième républiques. Etc.

Quant à Ségolène, pas question qu'elle s'abaisse à répondre en détail. Rien que des idées générales. Et elle n'est pas loin d'avoir les mêmes positions que Sarko. Un petit reproche à nos amis. Ils n'ont pas signalé que Sarko avait répondu avant le premier tour, alors que Marie-Sékolène, toujours égale à elle-même, n'a répondu qu'entre les deux tours.

«L'obscénité démocratique»:

C'est un bouquin de même pas cent pages de Régis Debray (Flammarion, 12 euros). Le titre provocateur est atténué sur la quatrième de couverture: «*C'est la scène républicaine qu'il faut sauver de l'obscénité, au moment où la politique devient le tout-à-l'égo d'un pays en proie aux tyrannies de l'audimat, de l'émotif et de l'intime*». On lui reprochera d'abuser de formules ampoulées et de calembours intellos, comme quelqu'un qui aime se relire. La phrase en épigraphe va faire hurler quelques pourfendeurs, plus ou moins professionnels, de l'élitisme. Certes, Bakounine était contre la république des savants, et il avait raison, mais il ne me semble pas qu'il était pour la république des ignares.

Debray a un grave défaut: il est convaincu qu'une société sans classe et sans Etat est impossible à construire. Toutefois, il sait décrire et parfois dénoncer les travers des sociétés avec classes et Etat: «*Quand aura été mis tout le dedans dehors, nettoyés les jardins secrets, rasés les replis buissonneux, les élagueurs de l'inutile pourront crier victoire: la chose publique sera économisée. On aura alors très proprement dissous la nation dans la société, l'histoire dans l'actu, les idées dans les émotions - ou dans les valeurs, ces bons sentiments qui le prennent de haut -, la politique dans la psychologie, et les logiques de solidarité dans les logiques de concurrence.(...) un projet d'absolue et immédiate transparence, fut-il baptisé ultra ou postmoderne, ignore qu'un être vivant dépérit s'il se voit privé de ses zones d'ombre*». Cela me donne envie de répéter: je refuse d'être transparent j'ai une ombre et j'y tiens!

L'impasse:

Passons à Jospin (Flammarion, 144p. 12 euros) dont certains humoristes résument le bouquin dans la formule «*Jospin: l'impasse*». Bien trouvé, mais superficiel. Précaution «oratoire»: en écrivant les lignes qui suivent je n'oublie jamais tout le mal que je pense de Jospin, par ailleurs, mais il ne faut jamais gommer les raisonnements corrects d'un adversaire politique.

D'abord ses critiques de Marie-Sékolène Royal ne sont jamais machistes. Surtout quand il fait remarquer (ce que nous avons pu observer dans la pré-campagne et la campagne de la susdite) que celle-ci ne se prive jamais de se «victimiser», de transformer des critiques pertinentes en attaques misogynes. L'expérience montre qu'il y a eu des cons pour le croire:

«*Deux ans après sa sortie de l'ENA, elle entre à l'Elysée en 1982 à l'âge de vingt-neuf ans, sans avoir jamais milité ni exercé vraiment un métier. A partir du cabinet du président François Mitterrand, elle devient d'emblée une professionnelle de la politique et n'exercera jamais plus d'autre activité. Son engagement ne commence pas en bas par une expérience militante ou dans l'exercice d'un métier. Il se*

noue en haut, au sommet de l'Etat, sous la lumière du soleil présidentiel. Six ans plus tard, pour les législatives de 1988, le président, à sa demande et in extremis, lui obtient une circonscription dans les Deux-Sèvres, quitte à évincer le candidat déjà désigné. On ne peut pas dire que de tels débuts soient ceux d'une sacrifiée». Ce rappel historique n'est tout de même pas inutile.

Tout en reconnaissant le courage de Ségolène, il y a certainement des règlements de compte aux détours de quelques pages, mais il y a surtout une analyse au scalpel de la campagne qu'elle a menée et de son caractère:

« Plus superficiellement, l'incapacité absolue de rectifier une erreur s'est exprimée aussi à propos de l'étrange mot de bravitude, qui lui était venu à la place de bravoure. C'était sans réelle importance. Mais elle n'a eu de cesse de justifier ce terme inédit, en affirmant l'avoir choisi délibérément parce que c'était un mot...féminin, oubliant que le mot bravoure n'est pas moins féminin. La presse a eu l'amabilité d'y voir un néologisme et non un barbarisme. Mais l'entêtement manifesté en cette affaire mineure était révélateur d'un caractère». Sans commentaire.

Nouvelles du front:

- **Qui fait quoi?** Photographié une plaque apposée sur une maison de Pons (17) nous apprenant ce qui suit: *«Maison familiale où naquit le 12.08.1835 Orner Jacques DEMELE, grand-père de Jean MONNET, père de l'Europe. Jean MONNET termina ses études en 1904 à l'Institution de Notre-Dame de Recouvrance de Pons»*. Il lui aurait été difficile de ne pas participer à la construction d'une Europe vaticane.

- **Test ADN.** Merci à ce camarade Libre Penseur à qui j'emprunte ce qui suit: *Que messieurs les députés commencent cela leur permettra de savoir si leurs enfants sont d'eux... ou du facteur.*

- **Privilèges.** Entendu, peut-être sur France-Inter un économiste pas très à la mode, faire remarquer que le semblant de lutte de Sarkozy contre des privilèges consiste à vouloir supprimer les fameux «régimes spéciaux de retraite» qui concernent quelques centaines de milliers de citoyens qui n'ont pas grand chose en plus que la normale et en même temps à grossir le bas de laine de quelques milliers de vrais privilégiés. Oh! l'obscène!

Marc PREVOTEL.

«L'ANARCHO-SYNDICALISTE»

19, rue de l'Étang Bernard - 44400 Rezé

Abonnement pour 20 n°: 30 euros

Abonnement de soutien: 40 euros

Verser à : ASSOCIATION DES GROUPES FERNAND PELLOUTIER

CCP : 9998 28B Nantes; 19, rue de l'Étang Bernard - 44400 Rezé

Imprimerie spéciale de *L'Anarcho-Syndicaliste*

Directeur: Alexandre HEBERT
